



De nouvelles preuves reliant Juan Guaido aux cartels de la drogue

Par [Romain Migus](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 23 mars 2022

[Les 2 Rives](#) 18 mars 2022

Le président de l'Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela, Jorge Rodriguez, vient de révéler une série de preuves reliant un narcotrafiquant international au Gang de Guaido, ce réseau politico-criminel dont les liens avec le trafic de drogue ont déjà été documenté de nombreuses fois.

En effet, il a été prouvé que lors de son déplacement en Colombie le 21 février 2019, afin de superviser la tentative d'agression contre le Venezuela qui aura lieu deux jours plus tard, Juan Guaido n'avait pu quitter le territoire vénézuélien qu'avec l'aide du cartel narcoparamilitaire colombiens Los Rastrojos. [De nombreuses photos le montrant bras dessus bras dessous avec les dirigeants de cette organisation criminelle.](#)

Un an plus tard de nouvelles accusations rattrapaient Juan Guaido. Les mercenaires qui déferleront sur le Venezuela lors de l'opération Gédéon le 3 mai 2020 avaient établi leur base dans une hacienda appartenant à Hermagoras Gonzalez, alias Doble Rueda, le capo du Cartel de la Guaira. Les révélations du commandant militaire de l'opération, Cliver Alcala - beau-frère de Gonzalez-mais surtout de Jordan Goudreau, le directeur de Silvercorp, [l'entreprise de mercenariat US aux commandes, montrera que le Gang de Guaido bénéficiait du soutien de ce narcotrafiquant colombien.](#)

De nouvelles accusations pèsent désormais sur cette organisation criminelle dont Juan Guaido est un des leaders. Le 17 mars 2022, Biaggio Garofalo, un narco trafiquant italo-vénézuélien a été arrêté dans la ville de Carthagène en Colombie.

En 2015, afin de le juger pour trafic de drogue, le Royaume d'Espagne avait sollicité son extradition à Interpol. Garofalo était suspecté d'avoir envoyé un chargement de 350 kilos de cocaïne en Espagne à travers son entreprise Top Tropical Fruit Corp. En avril 2015, les autorités vénézuéliennes capturent Garofalo, et [le 21 octobre de la même année, le Tribunal Suprême de Justice du Venezuela](#) ordonne à la justice d'enquêter sur les accusations portées par l'Espagne. L'extradition de Garofalo est rendu impossible [par l'article 69 de la Constitution vénézuélienne](#) qui interdit l'extradition des ressortissants nationaux. C'est donc le parquet vénézuélien qui doit mener les investigations correspondants et prononcer les condamnations. Cependant, l'enquête sera torpillé par la procureure Luisa Ortega Diaz, une magistrate corrompue qui soutiendra l'opposition radicale lorsque les vents de la justice commenceront à la rattraper. Luisa Ortega Diaz et son mari German Ferrer font aujourd'hui l'objet d'une enquête pour corruption, non seulement au Venezuela [mais aussi aux États-Unis](#). Grâce aux réseaux de corruption mis en place par Ortega Diaz, Garofalo sera libéré.

En janvier 2016, alors que l'opposition vénézuélienne vient de remporter les élections législatives, le parti Voluntad Popular désigne le narcotrafiquant Biaggio Garofalo en charge de la coordination du parti dans la ville d'Anaco, dans l'État d'Anzoátegui. La personne responsable de cette nomination est un jeune député récemment élu, et secrétaire d'organisation de Voluntad Popular : Juan Guaidó.



Depuis lors, des liens profonds unissent les deux hommes, ainsi que le député de Voluntad Popular pour l'État d'Anzoátegui, Marco Antonio Quiñones. Au sein du Gang de Guaidó, Quiñones était le « représentant interinstitutionnel », chargé entre autres des relations avec les autorités diplomatiques états-uniennes au sein du gouvernement imaginaire de Juan Guaidó. Dans les nombreuses photos dévoilées par Jorge Rodríguez, apparaît aussi Golfredo Morett, le beau-frère de Juan Guaidó en compagnie de Garofalo. Une véritable réunion de famille.



Jorge Rodriguez a dévoilé [des vidéos de Juan Guaido lors d'une fête au domicile du narcotrafiquant](#) le 19 janvier 2019, quatre jours avant le lancement de l'opération de changement de régime dit de la présidence intérimaire.

Ces nouvelles accusations montrent une fois de plus le caractère criminel de l'opposition radicale vénézuélienne. Lorsqu'on lui demande si cette nouvelle affaire va affecter la reprise du dialogue entre le gouvernement bolivarien et la frange radicale de l'opposition, Jorge Rodriguez répond : « nous ne dialoguons pas avec des narcotrafiquants, nous les mettons en prison. (...) Nous reprendrons un dialogue élargi avec les autres secteurs de l'opposition et de la société civile ».

L'étaiu de la justice et de la vérité semble se refermer sur l'organisation criminelle que l'occident, ses médias et ses ONG souhaitaient porter au pouvoir pour selon leurs mots « rétablir la démocratie au Venezuela ». Une page se tourne.

Romain **Migus**

La source originale de cet article est [Les 2 Rives](#)
Copyright © [Romain Migus](#), [Les 2 Rives](#), 2022

Articles Par : [Romain Migus](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca